L'enseignement de la religion dans les écoles russes *

Religious education in Russian schools

La enseñanza de la religión en las escuelas rusas

I.V. Metlik

Traducteur : Vladimir Kovalenko et Françoise Kovalenko

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1522>

DOI : 10.4000/ries.1522

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 123-134

ISBN : 978-2-85420-561-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

I.V. Metlik, « L'enseignement de la religion dans les écoles russes * », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 36 | septembre 2004, mis en ligne le 21 novembre 2011, consulté le 03 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1522> ; DOI : 10.4000/ries.1522

L'enseignement de la religion dans les écoles russes *

I.V. Metlik

La renaissance de l'enseignement religieux en Russie a commencé avec la liquidation du monopole de l'idéologie communiste au début des années quatre-vingt dix. En URSS, l'enseignement religieux dans les écoles confessionnelles se trouvait sous strict contrôle social et la formation religieuse des enfants hors du cercle familial n'existait pas, dans la mesure où le système d'éducation était un rouage de la machine idéologique globale. Outre ses fonctions éducatives directes, l'école assurait une formation communiste générale qui commençait au jardin d'enfants pour finir à l'université. La formation à l'athéisme en faisait partie intégrante, son objectif étant de présenter la religion comme une vision du monde indésirable et néfaste et les associations religieuses comme des « reliquats du passé » entravant le mouvement de la société vers le progrès.

Vers la fin des années quatre-vingts, la majorité de l'élite russe avait cessé de croire au communisme et l'on peut voir dans ce phénomène la raison interne et spirituelle de la *perestroïka*, suivie par la destruction de l'État et la crise de toutes les institutions sociales, économiques, militaires, éducatives ou culturelles. Les contradictions interethniques exacerbées ont donné naissance à des régimes ethnocratiques, notamment en Transcaucasie et en Asie Centrale. La liquidation du système soviétique a laissé un vide idéologique et beaucoup se sont engagés sur le chemin des recherches spirituelles, pour ne pas dire des errances. Le peuple russe s'est trouvé dans une situation particulièrement difficile car à l'époque soviétique, il avait, plus que les autres, perdu son identité nationale, religieuse et culturelle.

La culture chrétienne orthodoxe, comme toute autre culture religieuse traditionnelle, est un phénomène qui s'inscrit dans le long terme : on ne peut la faire sienne que dans la durée. On peut adopter une foi, mais il faut des années pour assimiler des traditions. C'est pourquoi il aura fallu attendre dix à quinze ans avant de pouvoir considérer qu'apparaît une couche sociale suffisamment large pour restaurer à des degrés divers une vision du monde orthodoxe traditionnelle et un mode de vie correspondant. Ce sont ces personnes pour lesquelles les valeurs de la religion orthodoxe sont une dominante culturelle et

* Article traduit par Vladimir et Françoise Kovalenko.

idéologique qui commencent à exiger un enseignement religieux dans le cadre de l'école laïque¹.

Au cours de ces années, le nombre de croyants a pratiquement rejoint celui des pays européens. Dès la fin des années quatre-vingt-dix, presque la moitié de la population se déclarait chrétienne orthodoxe et la moitié exprimait son respect pour l'Église orthodoxe russe. Les évolutions les plus marquantes concernent la jeunesse qui ne comptait pratiquement pas de croyants à la fin des années quatre-vingts. Selon un sondage réalisé au début de l'année 2000 à la demande du Comité national de la jeunesse, environ 44 % des jeunes entre quatorze et trente ans se déclaraient croyants, et ce chiffre atteignait presque 80 % parmi les écoliers.

En février-mars 2000, l'Institut fédéral indépendant des problèmes sociaux et nationaux (IFIPSN) a réalisé, à la demande du Fonds Hébert, une enquête sur le rapport des habitants de Russie à la religion. M. Mtchedlov, responsable du projet et directeur du centre de recherches « La religion dans la société contemporaine » a déclaré que l'on avait pu tirer les conclusions suivantes : augmentation du nombre de croyants (46,9 % se sont déclarés croyants, soit quatre fois plus qu'à la fin des années soixante-dix) ; développement du prestige des organisations religieuses dans la conscience sociale ; attirance pour la religion de personnes qui y étaient auparavant indifférentes². Un autre sondage réalisé à la fin de la même année montrait que plus de la moitié des personnes interrogées (55 %) croyaient en Dieu, dont 91 % se déclaraient chrétiens orthodoxes et 5 % musulmans³. Le sondage national réalisé entre le 8 et le 13 novembre 2002 a montré que le nombre de personnes se disant orthodoxes avait dépassé les deux tiers de la population (69,3 %), contre 2,5 % pour les musulmans, 0,4 % pour les bouddhistes, 2,9 % pour les personnes « d'autres confessions chrétiennes » et 1,2 % pour les « autres formes de religion ». 22,3 % des personnes se disent athées et 1,4 % ne se prononcent pas sur leur identité religieuse⁴.

On observe désormais un lien entre l'appartenance religieuse ou la préférence pour telle ou telle religion et l'appartenance ethnique. Ce phénomène est particulièrement fort au sein des minorités nationales où l'on observait un lien très fort entre nationalité et religion dès le début des années quatre-vingt-dix : islam chez les Tatars, bouddhisme chez les Kalmouks, judaïsme chez les Juifs etc. Les Russes ont suivi ce

1. Nous appelons « école laïque » le système d'enseignement national, géré et financé par l'État (au niveau fédéral ou régional) ou par les structures municipales (les communautés locales). Une définition plus détaillée du caractère laïque de l'État ou de l'enseignement scolaire dans les écoles publiques nécessiterait un article à part entière, dans la mesure où bien d'autres questions entrent en jeu (rapport entre les concepts de laïcité et de sécularité, etc.). Ainsi, ce que nous appelons ici « école laïque » ne veut pas dire « séculaire » c'est-à-dire non soumis à l'influence religieuse, mais école publique et non confessionnelle.

2. 2 050 personnes représentant divers groupes sociaux et résidant dans 58 lieux différents (mégapoles, villes, villages et autres) ont été interrogées. (*Nezavisimaïa Gazeta-religion*, 17/04/2000; *religion.ng.ru*).

3. Ces données, présentées par le groupe de recherche en sociologie *monitoring.ru*, ont été obtenues suite à un sondage réalisé sur un échantillon représentatif de 1 600 personnes habitant dans 200 villes de la Fédération. (*Dni.ru*, 05/01/2001)

4. Données du centre de recherche indépendant ROMIR, obtenues à partir d'un échantillon représentatif de 2 000 citoyens de la Fédération âgés de dix-huit ans et plus.

mouvement à la fin de la décennie. Sans fréquenter l'église, beaucoup se disent néanmoins orthodoxes et même une partie des athées déclarent préférer le christianisme orthodoxe aux autres religions. C'est pourquoi, pour compléter ce tableau, il convient de prendre en compte les résultats du dernier recensement de 2002⁵. La Fédération de Russie compte 79,8% de Russes. Si l'on y ajoute les Biélorusses et les Ukrainiens qui se considèrent comme très proches des Russes, on obtient 82,4% de la population. Avec les autres groupes nationaux parmi lesquels le christianisme orthodoxe est majoritaire (Ossètes, Mordves et autres), la part d'«orthodoxes ethno-culturels» atteint presque 85%. On dépasse ce chiffre avec les «chrétiens ethno-culturels» (Géorgiens, Arméniens, Allemands et autres). Les «musulmans ethno-culturels» représentent moins de 10% de la population et l'ensemble des autres groupes moins de 5%. Cette répartition ethno-confessionnelle permet de considérer la Fédération de Russie comme un pays possédant un noyau mono-national et mono-confessionnel russe et orthodoxe relativement stable malgré l'afflux de migrants en provenance du sud et l'absence de renouvellement démographique du peuple russe.

Cette introduction sociologique était indispensable pour mieux comprendre l'essence et les tendances des processus en œuvre dans le système d'éducation par rapport à l'enseignement religieux. C'est sur ce «fond» socio-culturel que se développent les nouvelles formes (ou plutôt les formes disparues) de l'enseignement religieux dans les écoles laïques.

LES NOUVELLES FORMES DE L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX DANS LES ÉCOLES LAÏQUES

137

En 1992-1993, deux nouvelles matières sont apparues dans la nomenclature des filières et spécialisations de l'enseignement professionnel: l'histoire des religions et la théologie. Au départ, les contenus d'enseignement ne différaient guère. En histoire des religions, on décrivait celles-ci d'un point de vue scientifique et culturel en développant les diverses conceptions de leurs origines et évolutions. Mais tout cela était fait sans analyse systématique des traditions religieuses en tant que telles, dans leur rapport avec les organisations religieuses où ces traditions sont préservées et transmises. Il faut dire que, depuis 1991, on appelle histoire des religions l'étude des religions d'un point de vue scientifique et philosophique. Ainsi, les chaires d'histoire des religions ont remplacé les anciennes chaires d'athéisme, entraînant une crise dans les approches théoriques de l'enseignement scolaire et universitaire de cette discipline, crise non résolue à ce jour⁶.

5. *Argumenty i Fakty*, n° 47, 2003; www.gks.ru/PERPIS/osn_ito.htm.

6. Le professeur L.N. Mitrokhin, chef du département d'axiologie et d'anthropologie philosophique de l'Institut de philosophie de l'académie des Sciences constate qu'il est impossible d'adapter ou de moderniser les catégories clés et les conclusions de l'athéisme soviétique et qu'il convient de repenser la philosophie de la religion. «Actuellement, nous ne disposons pas de méthode de recherche théorique rigoureuse dans le domaine de la religion (par exemple, pour les concepts de «religion», «théologie», «histoire des religions», etc.). («Philosophie de la religion: nouvelles perspectives», in *Questions de philosophie*, n° 8, 2003).

L'Église orthodoxe russe s'est longtemps battue pour que l'enseignement de la religion dans les établissements d'enseignement supérieur redevienne possible sur des bases proprement religieuses. Et finalement, en 1999-2000, l'institut orthodoxe privé Sviato-Tikhon Bogoslovski a mis au point la structure d'un nouveau programme d'enseignement de la théologie. Celui-ci est divisé en deux parties : une partie commune pour l'enseignement des différentes religions et une partie confessionnelle propre à chaque religion et mise au point par la confession correspondante. En février 2001, le ministère de l'Éducation a approuvé le programme d'enseignement pour la filière théologie (et mastère) et, en février 2002, pour la spécialité d'enseignement professionnel « théologie ». En 2001-2000, vingt-six établissements ont été accrédités pour l'enseigner la théologie orthodoxe (diplôme d'études supérieures) et deux cent quarante étudiants se sont inscrits dès la première année. C'est ainsi qu'on a rétabli la coopération entre l'État et les organisations religieuses dans la sphère de l'enseignement professionnel en ce qui concerne l'enseignement de la théologie. Le programme national définit la théologie comme « un ensemble de sciences étudiant l'histoire du dogme, les formes institutionnelles de la vie religieuse, l'héritage culturel (l'art et les textes sacrés, la formation et la recherche scientifique), le droit religieux traditionnel, les découvertes archéologiques liées à l'histoire religieuse, l'histoire des différentes doctrines et organisations et de leurs relations passées et présentes. »

Depuis 2002, le cursus de philologie peut comprendre une spécialisation en théologie avec diplôme portant la mention « philologie, option connaissance des bases de la théologie ». De la même façon, la filière « arts appliqués et artisanat populaire » inclut une spécialisation « broderie religieuse ». L'introduction d'une spécialisation « peinture des icônes » dans la filière « peinture » est à l'étude. Au cours de l'année universitaire 2002-2003, dix universités de différentes villes de Russie assuraient un enseignement de la théologie. Ce chiffre est passé à quinze l'année suivante⁷.

Le développement des pratiques d'enseignement religieux dans le secondaire suscite intérêt et discussions dans la mesure où cette question concerne de larges couches de la société. La prise en compte de diverses visions du monde se manifeste dans la rénovation des contenus des enseignements humanitaires obligatoires (histoire, littérature, art, etc.), dans les activités à l'extérieur de la classe (excursions, fêtes, etc.) et dans l'essor que prend l'étude approfondie de l'histoire et de la culture propres à telle ou telle religion, au choix des apprenants et/ou de leurs parents ou représentant légaux⁸.

7. Archiprêtre V. Vorobiov. *L'enseignement religieux dans la Russie contemporaine. La religion et l'école dans la Russie contemporaine*. M. : « Plansta-2000 », 2003, pp. 89-108.

8. Ce sont les parents ou les représentants légaux qui décident jusqu'aux quatorze ans de l'enfant ; après quatorze ans, l'accord de l'enfant est indispensable.

Comme dans le supérieur, la formation à l'histoire religieuse est d'abord apparue dans le secondaire sur une base scientifique et philosophique. Pour permettre l'approfondissement de cet enseignement, les écoles ont mis au point des cours optionnels de type « histoire des religions », « les religions du monde », « les grandes religions ». Ces options sont proposées dans un petit nombre d'écoles, essentiellement celles qui ont des spécialisations en sciences humaines. Elles ont pour particularité d'enseigner non pas une seule, mais plusieurs religions, anciennes ou modernes. En 2003, un concours a été ouvert pour la rédaction d'un manuel intitulé *Les Religions de Russie* qui devra s'intéresser aux traditions religieuses des peuples de Russie. Parallèlement, les transformations sociales évoquées plus haut ont créé une demande pour l'étude d'une tradition religieuse en particulier (chrétienne orthodoxe, musulmane, judaïque, etc.), sans passer par une interprétation philosophique de celle-ci. Certaines régions de Russie proposent dans leurs écoles des disciplines comme : « les bases de la culture orthodoxe », « la culture orthodoxe », « les bases de l'orthodoxie », « la culture de l'islam », « les traditions du judaïsme », etc.). Il n'existe actuellement pas de manuels⁹ couvrant tous les besoins pour ces enseignements. Certains manuels et recueils didactiques commencent à paraître et les enseignants choisissent eux-mêmes ceux qu'ils jugent bons pour leur école.

Ces enseignements sont proches de ceux assurés dans les écoles laïques de nombreux pays européens (en France, par exemple, dans certains départements d'études orientales). A l'instar des cours scientifiques et philosophiques sur la religion, ils n'entrent pas dans le tronc commun national et obligatoire de l'enseignement secondaire mais sont proposés dans le cadre des enseignements optionnels déterminés au niveau de la région (sujet de la Fédération de Russie) et de l'établissement, ou bien encore à titre de cours facultatifs en fin de journée, en plus des cours fondamentaux. Il est rare que ces heures de cours dépassent une à deux heures hebdomadaires et soient proposées à tous les niveaux de classe (dans les écoles proposant onze niveaux).

Le plus souvent, la participation de l'Église se limite à l'expertise confessionnelle des cours. Dans certaines régions, certains professeurs sont des serviteurs de l'Église (prêtres ou diacres) ou bien des non-religieux ayant une formation pédagogique et religieuse spécifique. Il existe des accords entre les séminaires locaux (éparchie) et les instituts pédagogiques publics. Les séminaires organisent des cours pour les enseignants du secondaire. Certains membres du clergé reçoivent une formation pédagogique à l'université. On peut interpréter ces processus comme le développement « par en bas » d'une collabo-

9. Cela concerne en particulier l'enseignement de christianisme orthodoxe, de l'islam et du bouddhisme. Des manuels de religion orthodoxe sont rédigés dans diverses régions de Russie, le plus souvent à l'intention des cours dispensés dans la région en question. Les manuels d'enseignement de l'islam et autres religions traditionnelles sont rédigés dans les régions à fort pourcentage de population musulmane, bouddhiste ou autre. Le judaïsme est généralement étudié dans les écoles publiques à partir de manuels israéliens, et parfois même enseigné par des professeurs venant d'Israël.

ration entre l'État et les structures religieuses afin d'organiser l'enseignement des religions à l'école laïque dans le respect de la législation, comme cela se fait en Allemagne et dans d'autres pays ayant les mêmes pratiques dans ce domaine¹⁰.

Il importe aujourd'hui que cette forme d'enseignement reçoive soutien et reconnaissance de l'État et qu'elle soit intégrée dans le système d'éducation nationale et municipale. Les premiers pas ont déjà été faits en 2002-2003 : le ministère de l'Éducation a envoyé deux lettres aux rectorats précisant les modalités et la méthodologie de l'enseignement de la religion orthodoxe. La première lettre¹¹ donnait une idée approximative des contenus d'enseignement pour la discipline « culture orthodoxe », des recommandations pour le programme et indiquait le volume maximum de connaissances en histoire et culture du christianisme orthodoxe qu'il est possible d'enseigner dans le secondaire. Des responsables de centres pédagogiques régionaux et des représentants de l'Église ont participé à l'élaboration de ce courrier. La seconde lettre¹² mettait l'accent sur quelques questions actuelles posées par cet enseignement, en particulier sur la nécessité de respecter le caractère optionnel de ces cours. Le ministère affirmait également être disposé à collaborer avec les autres confessions dans cette direction.

Il faut reconnaître que la première de ces lettres n'a pas été accueillie favorablement par certains scientifiques et enseignants de formation ancienne et certains politiciens réformateurs du début des années quatre-vingt-dix. Ces derniers ont vu dans l'enseignement de l'orthodoxie dans le secondaire une menace pour leurs réformes qui ignorent les valeurs de la culture russe traditionnelle et impliquent une « mutation des mentalités » de la nation russe (c'est exactement ce que voulaient faire les communistes après 1917). Cette fois, par contre, même le leader des communistes G. Ziouganov a soutenu le ministère, de même que la majorité des hommes de science et de culture et plusieurs organisations d'autres confessions traditionnelles¹³. Le metteur en scène Mikhalkov, au cours d'un débat télévisé sur cette question, a déclaré que l'enseignement de la culture orthodoxe dans les écoles laïques était « un vaccin contre la vulgarité », en faisant référence au niveau culturel très bas des média qui conditionnent aujourd'hui la vision du monde des enfants et des adolescents.

10. Outre l'expérience proprement historique, l'expérience étrangère qui nous est la plus utile actuellement est celle des pays où les mécanismes d'apprentissage des valeurs culturelles religieuses, pour chacune des religions existantes, entrent dans un cadre légal et organisationnel rigoureux. En Allemagne par exemple, cet apprentissage, de même que la participation des organisations religieuses, est dirigé par une association autogérée, multi-confessionnelle et représentant diverses visions du monde, alors que l'État n'intervient que pour la régulation technique, en conformité avec la législation. Les pratiques des pays ayant des modèles de relations entre l'Église et l'État plus extrêmes dans le domaine de l'éducation sont moins pertinentes pour nous (Grande-Bretagne, Suède, Israël, etc. d'une part et, d'autre part, États-Unis et France).

11. Lettre du ministère de l'Éducation n° 14-52-876 in/16 du 22.10.2002.

12. Lettre du ministère de l'Éducation n° 01-51-013 in du 13.02.2003.

13. En particulier, le cheikh M. Albogatchiev, directeur du centre de coordination des musulmans du Caucase du Nord ; le mufti F. Salman, responsable adjoint de la direction spirituelle centrale des musulmans de Russie ; le rabbin Z. Kogan, directeur du congrès des associations et unions religieuses juives de Russie.

Parmi les hommes politiques connus, A. Voline, fonctionnaire du gouvernement et I. Khakamada, chef adjointe de la Douma, ont critiqué ouvertement le ministère. Le premier a provoqué les protestations des unions orthodoxes et des simples citoyens en comparant la culture orthodoxe à un « obscurantisme moyenâgeux ». Quant à I. Khakamada, elle a déclaré que l'école laïque devait proposer un enseignement général de toutes les religions. Cette déclaration n'était pas très professionnelle. Elle ignorait apparemment que ce type d'enseignement existe déjà et qu'il est proposé à ceux qui souhaitent le suivre. Il est de toute façon significatif que A. Voline ait été libéré de ses fonctions au gouvernement peu de temps après et que le bloc du SPS, dont I. Khakamada était un des leaders, ne soit pas entré au parlement lors des élections de 2003.

Les critiques affirmaient que le ministère de l'Éducation voulait imposer l'enseignement de la culture orthodoxe dans le secondaire. En réalité, il était devenu nécessaire de mettre de l'ordre dans les pratiques spontanées déjà développées dans les régions, ce qui était dans l'intérêt de l'État aussi bien que de l'Église. Mais construire un système précis, ouvert et démocratique qui implique à la fois l'État et les structures confessionnelles, au niveau fédéral comme au niveau régional, n'est pas chose facile. Les fonctionnaires sont encore bien souvent athées et les structures religieuses elles-mêmes n'y sont pas prêtes, par manque d'expérience et de spécialistes idoines.

Il faut remarquer que cet enseignement religieux à l'école publique est assez proche de celui dispensé dans les écoles confessionnelles correspondantes (lycées orthodoxes, écoles musulmanes, juives, etc.). Il existe néanmoins des différences de taille. L'enseignement ne doit pas être accompagné de l'accomplissement des rites et cérémonies religieuses. L'élève peut refuser de suivre ces cours et l'établissement est obligé de lui offrir tous les autres enseignements fondamentaux optionnels. Le port de signes ostentatoires d'appartenance religieuse est interdit et la participation aux manifestations religieuses n'est possible que sur la base du volontariat et en dehors des heures de cours. Dans les écoles où ce genre de cours est proposé (leur nombre varie entre une ou deux écoles et 20 à 30 % du nombre total d'une région), ces conditions sont respectées dans l'ensemble et aucun conflit majeur n'a été observé. Dans les écoles religieuses privées (dont le nombre total pour toute la Russie n'atteint pas mille), l'enseignement religieux est dispensé en conformité avec les choix de l'établissement ; ceux-ci sont définis dans la convention de l'établissement et dans le programme éducatif de la religion concernée. Les parents ou les élèves qui ont choisi ce programme en connaissance de cause ne peuvent refuser la participation aux cours de religion inclus dans le cursus éducatif. L'enseignement et l'éducation à l'intérieur de l'école peuvent comprendre des éléments de pratique religieuse si ceux-ci n'entravent pas la bonne réalisation du programme national commun : il peut s'agir d'une messe commune obligatoire en classe, du respect des normes vestimentaires, alimentaires ou relationnelles

propres à chaque religion ; de l'organisation du temps de travail et de repos en fonction d'un calendrier religieux ; d'une fréquentation régulière des services religieux, etc.

Il faut également mentionner le problème de l'étude de la religion dans le cadre des autres disciplines obligatoires comme l'histoire, la littérature, l'art et autres. Autrefois, les connaissances religieuses étaient transmises sur une base athée, ce qui rendait difficile pour les élèves la familiarisation avec les valeurs russes traditionnelles. Nous assistons actuellement à un processus qui restaure la prééminence historique et culturelle dans ce domaine. Une partie des scientifiques et des enseignants s'y opposent car ils continuent de considérer la religion comme un tissu d'aberrations alors qu'ils tiennent les conceptions philosophiques de l'homme et de la société pour une science. La communauté pédagogique peine à comprendre que la religion, tout comme toutes les conceptions non religieuses du monde, reste en marge de la science et de la connaissance exacte. Elle accepte mal l'idée que les élèves doivent connaître les visions religieuses du monde qui ont joué un grand rôle dans l'histoire nationale et mondiale pour pouvoir assimiler l'expérience sociale des générations précédentes, acquérir les pratiques communicatives propres à la société contemporaine multiculturelle et déterminer en toute liberté leur rapport à la religion.

Le rôle grandissant de la religion à l'école laïque se manifeste également dans les formes nouvelles que prennent les activités extrascolaires des enfants : dans beaucoup d'écoles, on fête Noël (la seule fête chrétienne devenue jour férié en Russie), les jours de la naissance de l'écriture et de la culture slaves (en mémoire de Saint-Cyrille et Saint-Méthode qui ont traduit la Bible en russe pour la première fois au IX^e siècle), les fêtes musulmanes (Kourban-Baïram, Ouraza-Baïran et autres) dans les régions à forte population musulmane, etc. Les tentatives pour fêter Halloween et, dans une moindre mesure, la Saint-Valentin dans les écoles n'ont pas été bien accueillies par les enseignants et les parents. Ceux-ci considèrent qu'Halloween a un caractère inhumain et peut avoir des conséquences négatives sur la santé psychologique et l'éducation des enfants. La Saint-Valentin n'a elle non plus aucune racine dans la culture russe et l'Église la condamne comme une invention ne correspondant pas à la vraie histoire religieuse, comme une fête étant, au mieux, une distraction primitive et, au pire, une propagande pour des relations sexuelles précoces et irresponsables chez les adolescents.

UN CERTAIN CONSENSUS SOCIAL

L'expérience pédagogique accumulée au cours des dix dernières années permet aujourd'hui de considérer qu'un certain consensus social a été atteint en ce qui concerne la situation et les perspectives de l'enseignement religieux à l'école laïque. Les enseignants orthodoxes qui connaissent l'école ou y

travaillent et qui exigeraient une introduction immédiate d'un enseignement religieux obligatoire ont pratiquement disparu. De la même façon, les professionnels ayant des convictions non religieuses ou même athées et qui refuseraient un enseignement approfondi de la religion sur la base du volontariat dans le secondaire, ou encore qui se battraient pour que les universités enseignant la religion restent sur des bases strictement philosophiques et non religieuses, sont aujourd'hui peu nombreux. Ce sont désormais les problèmes pédagogiques qui sont au premier plan : didactique et méthodologie pour faire assimiler les connaissances religieuses, contenus des divers programmes éducatifs (pré-scolaire, enseignement général ou professionnel), rédaction des manuels, préparation du personnel pédagogique, tout ceci étant d'actualité pour le secondaire.

L'Église orthodoxe russe et les autres organisations religieuses traditionnelles des différents peuples de Russie ne sont pas coupées de la société, elles en font intégralement partie. La confiance grandissante envers l'Église et les autres structures religieuses permet aux relations avec l'État de se développer non seulement dans le domaine éducatif, mais aussi dans ceux de la santé, de la culture et du travail social. Pour moderniser l'école russe dans ce nouveau contexte, il faut replacer l'histoire et la culture au premier plan. Dans le cadre de l'école laïque, la société doit d'urgence former des citoyens actifs et responsables, connaissant et aimant leur culture nationale et leur pays, prêts à participer à la renaissance de son potentiel spirituel, économique et démographique. Les diverses confessions peuvent collaborer de façon productive avec l'État et l'aider à atteindre ces objectifs dans le cadre de l'école laïque publique et civile.